World Science : la science face à la société

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique**

Band (Jahr): **- (1997)**

Heft 33

PDF erstellt am: **27.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

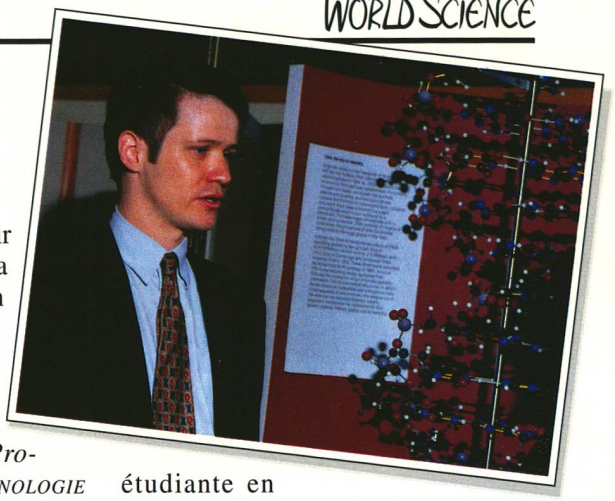
Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

La science face à la société



Simon Joss *(photo)* a étudié la biologie à Berne, sa ville natale. Mais c'est chez le Prof. John Durant à Londres qu'il poursuit aujourd'hui sa carrière, au Musée des Sciences.

Le lieu pourrait faire penser que ce jeune chercheur s'intéresse au passé – c'est en fait l'avenir qui le passionne, et plus précisément la politique et ses liens avec la science et la technologie. Il explique: «Aux yeux de la société, l'image de la science a beaucoup changé depuis les années 60. Une large proportion de la population reconnaît les formidables bénéfices que lui ont apporté les progrès scientifiques et technologiques, mais elle est aussi consciente des effets secondaires: le fréon des installations réfrigérantes qui détruit la couche d'ozone; les pesticides qui s'accumulent dans l'environnement; les progrès de la génétique qui bouleversent l'éthique... En conséquence, elle met en doute la légitimité des choix politiques en la matière. Le politicien n'est pas à l'aise non plus, car il doit décider de sujets qu'il maîtrise mal. Quant aux experts – scientifiques ou ingénieurs – ils se plaignent que le public et les politiciens comprennent mal leur langage, et que l'émotivité prenne souvent le dessus sur la rationalité. Il faut donc rétablir la confiance, et pour cela instaurer un dialogue en profondeur entre les scientifiques, les politiciens et le grand public.»

N. Turpin

Conférence de consensus «anglaise» organisée au Musée des sciences (nov. 1994)

C'est dans le cadre du *Programme prioritaire* BIOTECHNOLOGIE que Simon Joss étudie comment différents pays européens vivent cette mutation. Il s'est ainsi rendu plusieurs fois au Danemark pour s'entretenir avec des politiciens. Il a aussi compulsé les archives du parlement danois et analysé les débats publics sur des thèmes comme la stérilisation des aliments par irradiation, les transports individuels, les cartes d'identité électroniques, etc.

Il faut dire que le Danemark est un pionnier en Europe: il s'interroge sur le rôle de la science depuis le début des années 80. En 1987 par exemple, les Danois organisaient leur première «conférence de consensus», sur le thème *«Génie génétique dans l'industrie et en agriculture»*.

Dans les semaines qui précèdent une conférence de consensus, un organisme neutre sélectionne une vingtaine de citoyens-types. Par exemple, un vendeur de voitures côtoyera une étudiante en médecine et un retraité des postes. Ce «comité» est d'abord instruit sur le thème de la conférence. Puis il formule des questions et identifie les points précis qu'il aimerait discuter avec des experts. Lorsque débute la conférence, qui est publique et qui peut durer plusieurs jours, les experts invités ont eu le temps de préparer leurs réponses: un large dialogue peut s'instaurer avec le «comité», jusqu'à ce que le sujet ne suscite plus de questions. Dernière étape: le «comité» présente ses conclusions lors d'une conférence de presse; elles sont aussi envoyées au parlement et à d'autres organes intéressés.

Conférence prévue en Suisse

«On imagine aisément que la première conférence danoise ait suscité des polémiques», explique Simon Joss. «Mais au fil des exercices – il y en a eu 16 jusqu'ici – les factions politiques, de même que les milieux scientifiques et économiques ont compris l'intérêt d'encourager un débat en profondeur.»

A l'exemple du Danemark, les Pays-Bas ont organisé leur première conférence de consensus en 1993. Puis suivirent le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande et la Norvège. Dans notre pays, le Conseil suisse de la science prépare une première conférence de ce type pour le printemps 1998. Elle se tiendra à Berne et aura pour thème l'approvisionnement du pays en énergie électrique.